



## Tentative de coup d'État urbain à Nantes ?

Loïc Ravenel

**Recensé :** Frédéric Barbe, *La Beaujoire, enquête sur un coup d'État urbain*, Rezé, À la criée, 2018, 64 p.

### Dossier : Le football en rénovation : quels stades pour quelles villes ?

*Dans un petit livre d'intervention, le géographe Frédéric Barbe porte un regard critique sur le projet de construction d'un nouveau stade à Nantes. Ce qu'il qualifie de « coup d'État urbain » éclaire selon Loïc Ravenel les évolutions du football professionnel, mais aussi la décision récente prise par la municipalité de redimensionner le projet.*

Ce petit livre (64 pages) du géographe Frédéric Barbe analyse le projet de construction d'un nouveau stade à Nantes, le Yellow Park. L'auteur s'inscrit dans une perspective critique et défend une alternative à la construction de nouveaux stades imaginés et réalisés dans une optique de maximisation foncière et immobilière au détriment de la communauté. Le texte, au style direct, dénonce la pensée unique que les dirigeants du football, la classe politique et les entreprises de BTP tentent d'imposer en matière d'équipements sportifs. Le livre est écrit à chaud par un auteur qui suit de près l'actualité nantaise et qui trouve à travers ce qu'il qualifie de « coup d'état urbain » matière à réflexion sur l'évolution de l'urbanisme et du sport professionnel.

Le projet Yellow Park a été présenté conjointement en septembre 2017 par la métropole de Nantes Atlantique, par le club de football du FC Nantes Atlantique présidé par l'homme d'affaires Waldemar Kita et par un aménageur privé (le groupe Réalités). L'idée était de réaliser une opération immobilière sur les parcelles occupées par l'actuel stade de la Beaujoire et quelques terrains attenants. Il s'agissait de construire un nouveau stade de 40 000 places, puis de détruire l'actuelle enceinte pour ériger des logements et une zone commerciale. Ce projet était porté par des acteurs privés, mais soutenu par Nantes Métropole, et présenté par ses promoteurs comme le seul moyen de donner au FC Nantes l'outil de développement dont il aurait besoin.

Géographe, amateur de football et nantais, l'auteur mobilise une grille d'analyse « transitionnelle » pour développer sa critique et s'en sert comme fil conducteur. Celle-ci propose de repenser totalement « la modernité engagée dans un processus d'emballage et d'autodestruction » (p. 10) et de mobiliser une nouvelle approche globale de la vie contemporaine, en rapport avec les enjeux écologiques et urbains du XXI<sup>e</sup> siècle. Le texte prend par moments la forme d'un journal de bord, ce qui est parfois délicat en raison du manque de recul par rapport aux événements décrits. En ce sens, la mise à jour régulière sur le site de l'éditeur *via* les « lettres de la Beaujoire » est tout à fait pertinente pour continuer la réflexion. Elle l'est d'autant plus que le projet initial a été fortement amendé en novembre 2018 avec l'abandon de l'opération immobilière et de la destruction conjointe du stade de la Beaujoire.

L'ouvrage s'inscrit dans une double perspective : l'une, mondiale, est celle de la modernisation/reconstruction des stades européens, dans un contexte de transformation du spectacle de football ; l'autre, locale, est celle du FC Nantes, l'un des clubs français dont le palmarès français est le plus riche (huit titres de champion de France notamment), mais qui traverse une « crise » presque continue depuis le début des années 2000.

## **Des inégalités qui se creusent entre clubs de football**

En Europe, la relation entre les stades et les clubs de football professionnels qui les occupent est fondée sur un double modèle : soit les clubs sont propriétaires de leurs stades, soit ils sont locataires d'équipements construits par les collectivités territoriales. Au Royaume-Uni, berceau du football professionnel, les clubs sont quasiment tous propriétaires de leur stade, qu'ils ont construits puis aménagés en fonction des évolutions des publics, des dispositifs réglementaires et de leurs stratégies. En Allemagne ou en Espagne, on retrouve dans une moindre mesure le même modèle : les clubs disposent de leur propre « outil de travail » tant sur le plan sportif (pelouse, stades d'entraînements, vestiaires, etc.) que sur celui du développement économique (loges, services, musée, animations, etc.). Ces stades ont été transformés et/ou reconstruits pour répondre à l'évolution de la demande, qu'elle vienne des spectateurs, des médias ou des acteurs économiques. Par exemple, la segmentation de l'offre de prestations entre des places dites « populaires » et des services dits « premiums » (loges, buffets, rencontres avec les joueurs, etc.) se développe afin de maximiser le potentiel économique des stades. La majorité des grands clubs européens, comme le Real de Madrid, le FC Barcelone, le Bayern de Munich ou encore Manchester United, ont suivi ce modèle ; une partie de leur puissance résulte dans leur capacité à tirer des revenus de l'exploitation de leur stade. En France, le stade des Lumières de l'Olympique lyonnais est la référence, même si son caractère « privé » reste relatif, les contribuables locaux ayant largement participé aux travaux d'aménagement. L'Olympique de Marseille vient lui aussi d'obtenir l'exploitation du stade Vélodrome pour son propre bénéfice.

La plupart du temps en effet, en France ou en Italie, ainsi que pour la majorité des clubs n'appartenant pas à l'élite européenne, les équipes occupent des stades bâtis et entretenus par la collectivité. Les loyers et autres contributions ont été souvent minimisés, comme une sorte d'aide indirecte au sport de haut niveau. Par ailleurs, en cas de difficultés sportives (relégations, disparitions), les coûts d'entretien et le remboursement des prêts incombent à la collectivité, comme c'est le cas avec la « MMArena » au Mans après la disparition du club en 2012. Pourtant, malgré ses avantages certains, les clubs considèrent souvent ce régime comme un frein à leur développement, car ils n'ont pas l'exploitation pleine et entière des stades.

Or, depuis le milieu des années 2000, le football européen connaît une profonde mutation : la concentration des richesses a fait émerger une élite de quelques grandes équipes qui profitent pleinement de la mondialisation. Cette sélectivité entraîne de très grandes inégalités entre les équipes, qui auparavant pouvaient toutes prétendre à un succès national, voire européen. La croissance démesurée des droits télévisuels et la libéralisation du marché des transferts ont profité d'abord aux clubs en position dominante. À l'exception du Paris Saint-Germain, leur développement s'est accompagné de la construction ou d'un réaménagement considérable de leur stade, dont elles tirent des revenus conséquents. De fait, une sorte de « pensée magique » s'est instituée chez les acteurs du football : la condition pour exister et asseoir ses ambitions est de construire un nouveau stade. L'Euro 2016 a été en France le catalyseur permettant de bâtir les nouvelles enceintes de Bordeaux, Nice ou Lille, mais force est de constater, après quelques années d'exploitation, que ni les spectateurs, ni les entreprises, ni les sponsors ne se pressent quand les résultats sportifs ne sont pas au rendez-vous. L'affirmation selon laquelle un nouveau stade permet le développement n'est donc pas une prophétie autoréalisatrice.

## **Le FC Nantes n'est plus un « grand club »**

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le cas du FC Nantes, un club désormais moyen à l'échelle nationale et quasi inexistant à l'échelle internationale. Des années 1960 au début des années 2000, malgré quelques crises, le FC Nantes était l'un des meilleurs clubs français ; huit fois champion de France entre 1965 et 2001, il avait développé un certain style de jeu (dit « à la nantaise ») et était reconnu pour la qualité de sa formation. Dans un univers de faible concurrence, il disposait d'un savoir-faire sportif et d'une reconnaissance qui l'avaient porté au sommet du football hexagonal. Ces atouts ont été profondément remis en question par les évolutions contemporaines du football.

Ainsi, au milieu des années 2000, le club est à la dérive et racheté en 2007 par un homme d'affaire polonais, Waldemar Kita, déjà connu dans le milieu sportif pour être responsable de la faillite du FC Lausanne-Sport en Suisse. Dès sa prise de fonction, le nouveau président évoque la construction d'un stade, jugeant celui de la Beaujoire inadapté au développement économique et sportif du club. À défaut de promouvoir une politique sportive inspirée d'une culture locale, W. Kita se veut un entrepreneur moderne, espérant tirer profit du FC Nantes et des opérations immobilières annexes. Le projet Yellow Park surgit donc dix ans après cette prise de fonction, mais sans que le FC Nantes ait retrouvé son ancien statut sportif et son pouvoir d'attraction. Le club doit se résoudre à un certain anonymat et à la difficulté de se positionner dans un monde sportif qui a changé.

Par ailleurs, la question d'un nouveau stade s'était déjà posée quand, à la fin des années 1970, le stade Marcel Saupin, situé à proximité du centre-ville, fut (déjà) jugé non compatible avec les ambitions du club. L'organisation de l'Euro 1984 en France avait permis le projet de la Beaujoire, stade inauguré en 1984 et cofinancé par l'État et la métropole de Nantes. Quatorze ans plus tard, en 1998, le stade est en partie remis à neuf (mais uniquement d'un point de vue sécuritaire) pour accueillir la Coupe du monde.

Localement, une conjonction de facteurs comme la crise sportive structurelle, la rancœur des supporters à l'encontre de l'équipe dirigeante et, peut-être par effet de proximité, l'expérience victorieuse de la ZAD de Notre-Dames-des-Landes, rendaient ce projet particulièrement sensible.

## **Une tentative manquée de « coup d'État urbain » ?**

L'auteur qualifie le projet Yellow Park de « coup d'État urbain », afin de désigner une action d'aménagement pensée sans alternative, à savoir la réhabilitation du stade de la Beaujoire. Il reprend l'acronyme « TINA » (*There Is No Alternative*) tiré des propos de Margaret Thatcher, validant l'idée qu'il n'y avait pas « d'alternative au néolibéralisme, à la destruction des régulations publiques, aux privatisations » (p. 21). Frédéric Barbe dénonce un football business détruisant l'héritage sportif et culturel des clubs. Sa description de Waldemar Kita est assez édifiante : « L'actuel propriétaire du FC Nantes [...] semble détester la culture nantaise du football, ses supporters, ses associations, les professionnels qui en sont issus, à un point tel qu'on se demande pourquoi il a acheté ce club-là » (p. 38). Il milite pour une préservation de l'existant qui, dans une perspective transitionnelle, se veut garante à la fois des enjeux écologiques (« la réhabilitation plutôt que la destruction »), économiques (« préserver l'intérêt général et l'argent public ») et sociaux (« le stade de la Beaujoire appartient à tous »). Il appelle à envisager le football professionnel comme un « commun » de la ville et de ses habitants, même si ce point est paradoxal compte tenu du caractère privé de l'activité. La critique est d'autant plus juste que le *business model* invoqué pour Yellow Park est imposé par une pensée économique dominante au profit des investisseurs immobiliers et des constructeurs. En effet, un projet sportif est d'abord le fruit d'une stratégie réfléchie dans laquelle le stade constitue l'un des éléments. De plus, la croyance dans le stade comme source de profit est réservée à une petite élite métropolitaine d'équipes qui accaparent une part croissante des revenus. Les promoteurs ont fait croire qu'il serait possible de multiplier les

activités annexes comme les spectacles, ce qui est rarement vérifié en raison de la forte concurrence entre enceintes et, surtout, du faible nombre d'artistes nécessitant une jauge aussi importante.

Cette critique est d'autant plus fondée que des alternatives existent pour requalifier le stade de la Beaujoire. L'auteur évoque des études réalisées, mais propose surtout l'idée d'un grand débat qui permettrait à tous de s'appropriier le club et de réfléchir à la nécessaire transition qu'il doit engager, fil rouge de l'ouvrage. Localement, sa publication s'est accompagnée d'une mobilisation citoyenne qui a permis une prise de conscience de la part de la municipalité quant à la finalité du projet. Le projet tel que présenté initialement a finalement été abandonné à la mi-novembre 2018 au profit de la seule construction du nouveau stade mais sans destruction de l'ancien ! Si la situation reste en l'état, la ville de Nantes s'enorgueillira donc de deux grands stades placés côte à côte, l'un dédié au football professionnel et financé par le club lui-même (mais comment ?), l'autre géré par la métropole sans qu'aucune stratégie d'utilisation n'ait été pour l'instant sérieusement étudiée. Si le Yellow Park originel remplissait bien les conditions d'un coup d'État urbain, le choix opéré en cet automne 2018 par les pouvoirs publics locaux ressemble plutôt à une farce. Le débat est donc encore ouvert pour quelque temps.

**Loïc Ravenel** est collaborateur scientifique au sein du Centre international d'études du sport, à Neuchâtel, en Suisse, où il travaille au sein de l'Observatoire du football ([www.football-observatory.com](http://www.football-observatory.com)). Il est aussi maître de conférences HDR en géographie à l'Université de Franche-Comté. Ses publications récentes : « Les footballeurs expatriés dans le monde », *Géographie et Cultures*, n° 104, 2017, p. 20-40 (avec R. Poli et R. Besson) ; *Slow Foot. Déchiffrer le présent pour penser l'avenir*, Neuchâtel, Éditions CIES (avec R. Poli et R. Besson) ; « The migration of elite athletes », in *Handbook of the Sociology of Sport*, Londres, Routledge, 2015, p. 408-416 (avec R. Poli).

**Pour citer cet article :**

Loïc Ravenel, « Tentative de coup d'État urbain à Nantes ? », *Métropolitiques*, 10 janvier 2019.  
URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tentative-de-coup-d-Etat-urbain-a-Nantes.html>.